

CHRONIQUE POLITIQUE

I. - ALGÉRIE

L'année 1980 confirme les infléchissements politiques de l'Algérie que nous avons pu déceler, après le décès du Président Boumediène, à travers les sessions du Comité central du Parti du FLN, les remaniements ministériels ou les discours du Président Bendjedid.

Les mouvements sociaux qui ont animé la Kabylie au printemps 1980 révèlent peut-être des maux plus profonds que ne le laissent supposer les conflits de personnes qui ont émaillé la vie politique en 1979. Pour répondre à cette demande diffuse, le Congrès extraordinaire du Parti, réuni en juin 1980, a tracé de nouvelles orientations plus sociales pour le plan quinquennal 1980-84. Par ailleurs, la libération de Ben Bella souligne cette volonté de changement parmi les dirigeants algériens.

MÉCONTENTEMENT SOCIAL

ET MOUVEMENT CULTURELS REVENDICATIFS

Le 10 Mars, le wali de Tizi Ouzou interdit une conférence que Mouloud Mammeri devait donner à l'Université sur la « poésie kabyle ancienne ». Cette mesure réveille les rancœurs qu'ont nombre de Kabyles contre un État centralisateur qui étouffe la culture kabyle en interdisant et refoulant l'usage de leur langue à l'école ou dans les medias.

Le *malaise kabyle* rappelle son existence aux autorités à chaque grand débat culturel : que ce soit autour de l'école, de l'arabisation ou des fondements arabo-islamiques de l'Algérie. La même surdité répond à l'anxiété des Kabyles qui voient la pratique de leur langue diminuer parmi les jeunes générations. C'est la guerre d'usure. Les étudiants cherchent à faire annuler la décision du wali en popularisant la question de la culture kabyle. Ils reçoivent le soutien

des lycéens du chef-lieu kabyle et des villes environnantes. Le bris de quelques enseignes lumineuses rédigées en arabe accompagne les manifestations étudiantes et lycéennes.

Le 7 avril à Alger la police réprime violemment une manifestation d'étudiants et d'enseignants dont certains sont venus de Kabylie. « Culture populaire », « Démocratie culturelle », « Liberté d'expression » clament des banderoles avant que la police n'arrête une centaine de manifestants. A Tizi Ouzou une démonstration semblable s'en prend plus particulièrement aux enseignes calligraphiées en arabe. A Paris une autre manifestation stigmatise le « génocide et la répression culturels ». Étudiants et enseignants déclenchent la grève des cours dans les universités de Tizi Ouzou et Alger-Lettres.

Les programmes revendicatifs varient selon les lieux et la sensibilité des groupes. Les thèmes communs restent le *droit à la différence* et la liberté d'expression et d'information dans l'une des langues populaires de l'Algérie : kabyle, chaouïa, mozabite. C'est aussi le refus d'un arabe classique considéré comme langue étrangère par rapport à l'arabe populaire algérien. On insiste par ailleurs, en citant les exemples turc et iranien, sur la possibilité d'être musulman sans pratiquer l'arabe classique. Certains groupes affirment leur foi dans le socialisme et leur fidélité au FLN, ne réclamant que leur droit : celui du respect de leur culture.

A l'opposé, le pouvoir d'État rejette en bloc tous ces fauteurs de troubles. Il veut y voir une tentative du néo-colonialisme pour briser l'unité algérienne (1) et met en cause « certaines officines et organisations installées en France » (2). Ali Yahia Rachid (Front de l'Unité algérienne) et Aït Ahmed (Front des Forces socialistes), tous deux vivant en France ne manquent d'ailleurs pas de condamner le régime et sa répression. Ce qui conforte l'accusation de complot ourdi par l'étranger.

Pourtant, étudiants et enseignants ne cessent de se démarquer de ces prises de position, récusant par exemple l'« académie berbère de Paris » (3). L'élargissement du mouvement contestataire kabyle se fait à partir de la défense des manifestants arrêtés. La grève gagne en ampleur dans les universités de la capitale et s'étend aux lycées des grandes villes kabyles. L'hôpital de Tizi Ouzou vote une motion de soutien aux étudiants grévistes.

M. Brehî, ministre de l'Enseignement supérieur, vient à Tizi Ouzou parlementer avec les étudiants grévistes et leur promet que la question culturelle sera prochainement débattue dans le Parti et dans le gouvernement. Il ne parvient cependant pas à faire annuler le mot d'ordre de grève générale, lancé en réponse au meeting de soutien aux autorités et organisé le jeudi précédent par le FLN et le wali. Le mercredi 16 avril, la grève paralyse toute la

(1) Cette interprétation est d'autant plus facile à utiliser que le colonialisme français développa le particularisme kabyle durant la guerre de libération (à travers par exemple une meilleure scolarisation des enfants) dans le projet d'instaurer en Algérie un régime qui lui resterait fidèle.

(2) Communiqué de l'agence APS du 8 avril 1980.

(3) *Le Monde* du 12 avril 1980.

Kabylie : les commerçants ont baissé leurs rideaux de fer, les ouvriers ont déserté les chantiers et les usines de la Sonitex (1 500 personnes) et de la Sonelec (1 000 salariés). La preuve est faite que les étudiants ne sont pas isolés.

La tentative du ministre de l'Enseignement supérieur pour dédramatiser la situation conservait ses chances de réussite, au regard du calme qui régnait dans la capitale kabyle le jour de la grève. Cependant, la fraction la plus dure du pouvoir, et en particulier le Premier Ministre, envoyait la police évacuer l'Université et l'hôpital de Tizi Ouzou, très tôt le dimanche 20 avril.

Cette intervention policière a l'effet contraire de celui escompté officiellement, et des groupes de manifestants de plus en plus nombreux affrontent les forces de l'ordre. Tizi Ouzou, coupé du reste de l'Algérie, connaît de véritables émeutes durant plusieurs jours. Des jeunes descendus des bourgs voisins participent au côté des citoyens à la prise d'assaut de certains bâtiments publics tels que la gare routière ou le siège du commissariat national du Parti. Vingt-quatre arrestations sont maintenues parmi les centaines opérées ces jours-ci.

L'analyse de la *crise kabyle* montre que, si les facteurs culturels expliquent son explosion, ils ne suffisent pas à rendre compte de la puissance du mouvement. Au contraire, on peut soutenir que cette crise est la manifestation plus globale d'un profond malaise que connaît l'Algérie d'aujourd'hui. Celui-ci a de multiples dimensions qui ne cessent de s'entremêler. Citons parmi les plus connus parce que les plus décisifs, tous les problèmes liés à l'approvisionnement en biens de première nécessité : produits agricoles, viande, appareils ménagers, etc. Les questions de l'habitat et des transports urbains sont loin d'être résolues. Le chômage et le sous-emploi parmi les jeunes, y compris parmi ceux qui ont pu fréquenter l'enseignement secondaire, créent le mécontentement et l'amertume. L'inégalité des revenus sans cesse croissante, et le recrutement ou la promotion selon les règles du clientélisme rebutent et découragent les meilleurs esprits.

Par ailleurs, l'Algérie vit dans une situation de communications ouvertes avec l'Europe et celle-ci ne manque pas de lui offrir ses tableaux de vie idyllique. A travers la théorie du rattrapage qui a si bien fonctionné ces dernières années, les Algériens aspiraient à vivre très bientôt les bienfaits d'une société industrialisée tout en se promettant d'en éviter les inconvénients. La réalité technologique liée aux antagonismes socio-politiques internationaux en a décidé autrement, tout au moins provisoirement. Sur un autre plan, on peut considérer que ce malaise social est le résultat d'une longue pratique du discours unanimiste. En effet, le retour aux réalités est d'autant plus difficile que le langage unanimiste a masqué les difficultés et leurs responsables en promettant des jours meilleurs qui tardent trop à arriver.

Enfin, si ce malaise social se manifeste à travers des exigences culturelles, c'est parce que tous les autres espaces de revendications sociales et politiques sont verrouillés : parti unique sans réelle vie démocratique, syndicat et organisations de masse contrôlés par le Parti, presse d'État, candidats aux élections choisis par le Parti.

A notre sens, un autre phénomène culturel récent possède les mêmes origines : il s'agit du très net accroissement de la fréquentation des mosquées par les jeunes. La quasi-absence de centres culturels, la déperdition scolaire, la non-implantation de l'UNJA dans la grande masse de la jeunesse, ouvrent un vide idéologique et politique dans celle-ci. Les générations précédentes ont pu se mobiliser autour des grands objectifs que furent la guerre de libération puis la construction d'une Algérie indépendante. Les jeunes non-diplômés ne perçoivent pas distinctement leur insertion dans la société algérienne présente. Par contre, le phare iranien les éclaire sur un nouveau sens à donner à leur vie.

Que l'Islam remplisse le vide idéologico-politique vécu par ces jeunes peut expliquer la fortune de l'intégrisme religieux en Algérie. Sur les injonctions des intégristes, la quasi-totalité des directeurs d'établissements scolaires ou universitaires et des usines ont accepté de transformer une salle en mosquée. Dans certains lycées, ils imposent le port du voile aux élèves et aux enseignantes ou perturbent les cours en contradiction avec l'idéalisme religieux. A El Oued, les intégristes musulmans ont saccagé les cafés et molesté les prostituées. Dans les mosquées de quartier ils parviennent à faire révoquer nombre d'imams jugés trop complaisants à l'égard du régime. Ils tendent à se constituer en force politique.

La défense de la langue arabe classique et l'arabisation accélérée font partie de leurs revendications. Ils se retrouvent ici sur le même terrain que les étudiants arabisants dont la licence est dévalorisée par rapport au même diplôme soutenu en français. Il s'ensuit un amalgame entre intégristes et arabisants qui masque les nuances et omet de citer le développement d'un courant politique d'arabisants socialisants que l'on appelle les « baasistes » et qui recevraient un soutien de Bagdad.

Suite à la longue grève des étudiants arabisants commencée à la mi-novembre 1979 et terminée à la mi-juin 1980, de fermes décisions ont été prises par le Parti du FLN. Avant 1982 tout ce qui concerne la vie quotidienne doit être arabisé et en particulier l'administration qui n'adressera plus au public que des formulaires rédigés en langue nationale. La première année universitaire des sciences sociales, juridiques, politiques et économiques est arabisée à la rentrée de 1980.

Le clivage par langue marque profondément la vie universitaire car il recoupe en grande partie des antagonismes politiques. Durant la dernière semaine de mai, de violents affrontements ont opposé à Alger les francisants grévistes réclamant la libération des détenus kabyles, aux arabisants désireux de rétablir l'ordre. Ces derniers recrutant des alliés parmi des jeunes intégristes en dehors de l'Université, ont molesté leurs ennemis à coup de barre de fer, voire de haches, sous le regard d'une police particulièrement passive. Cette attitude des forces de l'ordre suffit à souligner que les affrontements ne sont pas seulement le fait d'étudiants extrémistes, mais qu'ils prolongent des débats qui occupent toute la classe politique.

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PARTI DU FLN

La 2^e session du Comité central du Parti du FLN (26-30 décembre 1979) a voté d'importantes résolutions en matière d'habitat, de développement des potentialités hydrauliques, et d'éducation-formation. La mise en œuvre de l'école fondamentale et de l'arabisation en sont les deux traits majeurs. La cinquième résolution vise « l'élargissement de la base du Parti » par la création de cellules d'entreprises. Le dernier texte fixe les grandes orientations du Plan quinquennal : maîtrise du recours au concours extérieurs, infléchissement de la politique énergétique, intensification de la production, satisfaction des besoins sociaux.

En janvier, le Président Bendjedid pourvoit les postes vacants au gouvernement : Intérieur, Forêts et reboisement, Hydraulique (après la mise à l'écart en 1979 de A. Ghazali, ancien ministre des Hydrocarbures). Il écarte du pouvoir A. Bouteflika en supprimant les deux postes de ministres-conseillers à la Présidence. A. Taleb Ibrahim occupe la présidence de la commission Éducation, formation et culture au Comité central.

La 3^e session du Comité central (3-8 mai 1980) parachève la préparation du congrès extraordinaire et du Plan quinquennal. Un grand débat fort animé s'ouvre sur le devenir de l'agriculture à partir de trois rapports qui circulent depuis plusieurs semaines. Tous s'accordent à reconnaître les difficultés présentes de l'agriculture, sa stagnation, et l'accroissement inquiétant de la dépendance vis-à-vis de l'étranger pour couvrir les besoins nationaux. Les avis divergent sur les voies à emprunter pour sortir de la crise agricole.

B. Abdesselam, président de la commission économique du Parti propose la constitution de *fermes d'État* organisées et gérées selon les méthodes industrielles utilisées dans les sociétés nationales : développement de la mécanisation, contrôle de rentabilité des investissements, mais aussi « gestion socialiste des entreprises » seraient appliqués à ce nouveau secteur agricole. M. Bencherif, soutenu par d'autres représentants de la grande propriété foncière (les « *féodaux* » pour certains) se prononce pour l'assouplissement des modes de faire valoir, allant jusqu'à proposer la location des terres d'État au secteur privé. Enfin, la troisième thèse entend conserver la triple structure présente (secteurs autogéré, coopératif, privé) en améliorant le fonctionnement par de profondes réformes.

Quoique le débat ne porte que sur l'agriculture, quinze mois après la désignation mouvementée de Chadli Bendjedid à la Présidence de la République, il s'agit en fait d'un débat sur l'orientation politique future de l'Algérie. Au cours d'un violent affrontement les masques tombent : M. Bencherif, A. Bouteflika se prononcent ouvertement pour la première fois en public contre la *révolution agraire* et les orientations politiques qui la sous-tendent. Ils sont battus politiquement ainsi que les promoteurs du projet *fermes d'État*. Les trois secteurs juridiques subsisteront dans l'agriculture avec des remaniements dans l'« environnement » des unités agricoles pour redonner cours à leur autonomie

de gestion : en aval les offices de commercialisation disparaissent tandis que le crédit agricole échappe à la B.N.A. au profit d'une banque spécialisée qui n'effectuera des contrôles qu'*a posteriori*.

Les autres résolutions de cette session traitent de l'arabisation et du tourisme. Le Comité central se prononce pour la mise en œuvre d'un plan national d'élaboration de lexiques et d'instruments pédagogiques favorisant l'arabisation : une académie Houari Boumediène sera créée pour le développement de la langue nationale. L'arabisation de la presse du Parti et des organisations de masse est considérée comme prioritaire.

A propos du tourisme, le Comité central recommande le développement d'un tourisme essentiellement interne et populaire avec la construction de petites unités, de villages familiaux, de camps de toile, etc. Une « résolution organique », publiée plus tardivement, renforce les pouvoirs du Président Bendjedid chargé de la réorganisation des instances dirigeantes du Parti dont il a souvent critiqué l'hétérogénéité et les blocages qui s'ensuivent.

Du 15 au 19 juin, quatre mille délégués du Parti du FLN (dont huit cents militaires) tiennent congrès extraordinaire au stade olympique d'Alger. La préparation du Plan quinquennal (1980-84) et les modifications de statuts constituent l'ordre du jour. Plusieurs résolutions définissant les orientations du développement économique et social sont votées. La première fait le *bilan* de quinze années d'efforts et de croissance économique accélérée. Le constat autocritique est très courageux puisqu'il recense les faiblesses et les déséquilibres sans ménager l'origine des maux :

« Le congrès enregistre les aspects négatifs apparus durant cette période et dont les plus importants sont les graves disparités enregistrées dans le fonctionnement de l'économie nationale et qui se traduisent par :

- les coûts élevés de développement,
- la sous-utilisation des capacités de production disponibles,
- la faiblesse de l'intégration économique,
- la bureaucratie croissante dans la gestion de l'économie,
- enfin, l'efficacité limitée de l'appareil économique et social.

Cette situation a notamment pour cause :

- les conditions dans lesquelles ont été lancés les programmes de développement,
- la négligence croissante enregistrée dans les domaines de la planification et de la discipline,
- la rupture de la cohésion globale de la politique économique sous l'effet de l'évolution des politiques sectorielles autonomes,
- l'utilisation excessive des ressources financières comme solution aux problèmes de développement,
- la faible mobilisation et utilisation inappropriée des potentialités humaines et des capacités nationales disponibles ».

L'analyse détaillée de chaque phénomène en cause pousse encore plus loin la critique. Par exemple, à propos de la jeunesse, « le Congrès constate l'absence d'une politique globale de l'enfance et de la jeunesse et ce, malgré les efforts consentis en sa faveur, notamment dans le domaine de l'éducation et exprime sa préoccupation profonde quant à la situation des jeunes dont l'âge est compris entre 15 et 20 ans, rejetés par le système d'éducation-formation et non-insérés dans l'économie nationale ».

Les autres résolutions énoncent l'importance fondamentale de la planification, de sa décentralisation, de l'aménagement du territoire. Les thèses de la 2^e session du Comité central sur l'agriculture sont ici reprises. A propos de l'énergie le Congrès demande que soient conciliés « les besoins actuels et prévisibles de l'économie nationale et ceux des générations futures, compte tenu du caractère limité et non-renouvelable des ressources en hydrocarbures ». Enfin, le Congrès s'attache à trouver les moyens d'accroître la productivité du travail et des investissements. Il demande « l'utilisation optimum des capacités installées et le renforcement du système d'information industrielle, la valorisation et le développement de l'emploi productif et la limitation de l'emploi non productif au minimum incompressible, l'extension du travail posté, la définition précise de la mission de l'entreprise et de l'unité, l'application rigoureuse de la G.S.E., l'élaboration de systèmes de procédures de gestion et normes de production en vue de permettre un contrôle efficace autorisant les sanctions négatives ou positives des résultats, la décentralisation et la mise en œuvre des contrats de planification (...) ».

Ce sont autant d'éléments déjà compris dans les rapports généraux des précédents plans ou dans la Charte Nationale et restés lettre morte. Leur application – en particulier le développement du travail posté – dépend du rapport de forces dans l'entreprise : s'agit-il de la mise en œuvre de l'esprit du code de la G.S.E. ou de l'avènement d'une gestion autocratique dans l'entreprise ?

Enfin, la dernière résolution donne tout son sens au slogan du Congrès « Pour une vie meilleure ». Le Congrès demande que tous les efforts soient entrepris pour améliorer la situation dans les secteurs suivants : éducation-formation, jeunesse et culture, protection sanitaire, habitat, etc.

En procédant à un bilan aussi exhaustif, le Congrès n'a pas manqué de susciter en son sein les dénonciations les plus vigoureuses de l'enrichissement bien rapide de certains hauts fonctionnaires ou technocrates. Villas de luxe, voitures de grosses cylindrées, trafic de devises ou comptes bancaires en Suisse ne correspondent pas à l'éthique socialiste officielle. La répression syndicale ou les procédés anti-démocratiques de désignation des candidats à diverses élections non plus : ils furent aussi mis en cause. Pourtant aucune mesure n'a été retenue pour lutter contre ces fléaux devenus sociaux. Le Président de la République a souligné que « sans l'union de tous les militants sincères œuvrant dans le sens de nos options politiques et de nos valeurs arabo-islamiques, il est impossible de bâtir le pays, d'épurer nos rangs et d'en éliminer les éléments gangrenés ».

Par ailleurs les militants communistes du PAGES qui animent les organisations de masse ont été dénoncés comme prônant une idéologie étrangère et contraire aux valeurs nationales. Ici des mesures bien précises ont été prises à leur encontre. L'article 120 des nouveaux statuts indique que « ne peut assumer des responsabilités au sein des organisations de masse que celui qui est militant, structuré au sein du Parti ». Or nombre de militants appartenant au PAGES ou se situant dans sa mouvance se sont vu refuser l'adhésion au Parti du FLN. Enfin, le nombre des membres du Comité central a été abaissé ainsi que celui du Bureau politique qui se situe dorénavant entre sept et onze. Les commissaires nationaux du Parti seront remplacés par des secrétaires de *mouhafadha*, nouvelle structure installée au niveau de la wilaya.

Le Comité central du Parti s'est à nouveau réuni les 28 et 29 juin en session extraordinaire, pour traiter essentiellement de questions organiques. Le Bureau politique réduit à sept membres n'est toujours pas homogène. La présentation du nouveau Bureau politique par *Révolution africaine* indique la précarité de l'équilibre et du compromis : la photographie de Chadli Bendjedid, plus grande que les autres, est entourée à gauche de M.S. Yahiaoui et à droite de A. Bouteflika. Sur les ailes se situent les autres membres du Bureau politique, à savoir R. Bitat, A. Belhouchet, M.D. Mazouzi et B. Benhamouda.

En juillet, le Président Bendjedid installe quatre commissions du Comité central qui remplaceront les douze commissions précédentes. M. Cherif Messaïdia, sans responsabilité organique importante depuis plusieurs années, devient responsable du Secrétariat permanent du Comité central, nouvellement créé. Le remaniement ministériel du 15 juillet confirme la plupart des ministres à leur portefeuille. A. Taleb Ibrahim revient au gouvernement comme ministre auprès de la Présidence de la République et M. Tayebi occupe le poste de Secrétaire général du gouvernement. L'installation de deux vice-ministres à la Défense en les personnes de A. Belhouchet et K. Merbah indique qu'ici aussi le compromis est nécessaire.

Après la catastrophe d'El Asnam au début du mois d'octobre, un élan de solidarité national a traversé le pays. La confusion régnant les premiers jours a montré une certaine incapacité des autorités locales à organiser les secours : l'application de principes bureaucratiques et le contrôle systématique de l'usage des aides, les liaisons tardives avec les villages isolés ont pu créer un mécontentement. Jusqu'à ce que l'armée prenne en main la totalité des opérations et règle en de meilleurs délais l'ensemble des problèmes. L'idée de généraliser l'expérience à toute l'économie et à l'administration au nom de l'efficacité n'a pas manqué d'effleurer certains esprits.

L'APRÈS BOUMEDIÈNE.

La session d'automne de l'Assemblée populaire nationale adopte après quelques amendements le projet de Plan quinquennal dont nous avons déjà vu les grandes orientations. Malgré le bilan critique relatif au retard de l'agricul-

ture et à l'hyperdéveloppement du secteur des hydrocarbures, l'allocation des capitaux par branche reste assez semblable à celle des précédents plans (voir la chronique économique pour une analyse détaillée de la répartition des investissements). Ceci peut s'expliquer d'une part par l'aspect nécessairement hautement capitalistique des investissements dans les hydrocarbures ou dans certaines branches industrielles, et d'autre part par le fait que le décollage de l'agriculture passe par des remaniements structurels plutôt que par une injection massive de capitaux. L'hydraulique et les grandes infrastructures économiques (transports en particulier) peuvent apparaître comme les parents pauvres de ce plan. Parmi les dépenses à caractère social, l'habitat se taille la part du lion, au détriment peut-être des infrastructures et équipements collectifs. Le risque est de voir se perpétuer ou se développer le malaise, voire la délinquance dans la jeunesse urbaine.

Sur les 400 milliards de dinars d'investissements prévus en 1980 et 1984, près de la moitié sont destinés à l'achèvement de réalisations entamées précédemment. Ce montant, qui égale presque les autorisations de programmes des deux précédents plans, tient aux difficultés de réalisation rencontrées dans le bâtiment, les travaux publics ou l'industrie. Une mauvaise synchronisation dans les chantiers, des blocages bureaucratiques entre administrations, une sous-qualification des producteurs ou des gestionnaires, leur faible motivation, entraînent des sur-coûts considérables. Enfin, la dépendance technologique qui asservit l'Algérie aux grandes puissances occidentales ne manque pas de créer aussi des surcoûts : on citera comme exemple le plus catastrophique, la multiplication par trois du coût de réalisation par des firmes nord-américaines de l'unité de liquéfaction du gaz GNL 1 à Arzew.

Les changements importants introduits par ce plan restent la réorientation de la politique énergétique et la tentative d'abaisser le service de la dette extérieure par rapport aux exportations, de 28 % en 1979 (y compris les dépenses militaires) à 10 % en 1990. Par ailleurs, comme le commentait *Révolution africaine*, il s'agit de passer d'un système de croissance extensive à une croissance intensive. Ce qui fait du plan quinquennal un plan de transformation progressive du fonctionnement du système économique national plutôt qu'un plan d'investissement original (4). La fin des déséquilibres intérieurs et extérieurs passe par le dépassement des blocages bureaucratiques et le rétablissement de l'initiative, soit aussi l'introduction de réelles sanctions positives ou négatives du travail accompli. Enfin, la recherche de l'équilibre entre l'offre et la demande doit être la préoccupation centrale des services de distribution pour éviter les tensions inflationnistes ou les pénuries qui décuplent la désorganisation des marchés.

Une tentative est faite en ce sens depuis mai 1980 avec la mise en œuvre du « programme d'approvisionnement en priorité » (P.A.P.) popularisé sous le terme de « programme anti-pénurie ». En particulier, les produits alimentaires manquent moins souvent sur les marchés grâce aux importations d'œufs (d'Espagne ou de Hongrie), de viande (de Nouvelle-Zélande et d'Australie) et

(4) *Révolution africaine* du 30 janvier 1980.

même de fruits ou de pommes de terre. Cependant, l'existence d'un double marché pour la viande selon sa provenance (intérieure ou extérieure) avec des prix différents (45 DA et 65 DA le kg respectivement en moyenne) ne manque pas de poser des problèmes, avec des viandes qui passent de l'un à l'autre. L'importation de matériel ménager et en particulier de postes de télévision couleur ou de réfrigérateurs détend quelque peu le marché. Mais la demande dépassant très largement l'offre, nombre de ces appareils ont gagné le marché noir alors qu'ils étaient distribués par des organismes étatiques.

Il reste que ce programme fait partie des multiples actions entreprises par la direction politique pour réduire ou faire disparaître les tensions de quelque côté qu'elles viennent : l'arabisation, la décision prise en septembre 1981, d'enseigner les autres langues populaires à l'Université, l'effort de construction de logements, etc. en sont autant d'exemples. Sur un autre plan, la libération progressive puis définitive d'A. Ben Bella (30 octobre 1980) et la grâce accordée à Tahar Zbiri condamné par contumace en 1969 pour rébellion armée, marquent la volonté de tourner la page du régime de Boumediène.

Les déclarations de A. Ben Bella à la presse française attestent des profonds bouleversements intervenus dans la pensée de l'ancien Président de la République. Doit-on attribuer à l'isolement, mère de méditation, ce passage du réalisme des années 60 à un idéalisme philosophique militant ? Certains observateurs ont pu être étonnés d'entendre A. Ben Bella déclarer que « toute production économique est d'abord une production de culture » (5). L'Islam devient la clé de voûte du système de pensée et la grille d'interprétation de l'ancien Chef de l'État qui semble appeler de ses vœux une révolution islamique en Algérie (6). A. Ben Bella regrette avec force le modèle du parti unique tel qu'il a fonctionné après l'indépendance, car, dit-il, « quand la thèse prime et que l'antithèse est feutrée ou même nulle, alors la vie se sclérose et le parti devient un instrument de mort. Il condamne à la mort tout ce qu'il touche » (5). Enfin, l'ancien Chef de l'État prend plus que jamais parti pour la libération du Tiers Monde de la domination capitaliste et de ce qu'il nomme les deux super-grands. Il voit dans l'Islam, non seulement le meilleur rempart à la domination capitaliste, mais la seule issue à son exploitation, en particulier à travers un monde arabe fédéré ou confédéré.

La libération d'A. Ben Bella n'a pas fait l'unanimité en Algérie : en témoignent les manifestations d'hostilité à son égard ou envers ses amis qu'il visitait en province. Un dispositif de surveillance a même été rétabli quelques temps autour de sa résidence de M'Sila à l'insu, semble-t-il, du Président Bendjedid lui-même.

A la fin du mois de décembre, la 4^e session du Comité central s'est penchée sur les questions de l'énergie et de la santé. La décision est prise d'abaisser la production algérienne de pétrole afin de conserver des réserves pour les générations futures. La résolution « demande la poursuite avec fermeté

(5) *Les Nouvelles littéraires* du 27 novembre 1980.

(6) *Le Monde* du 4 décembre 1980.

et détermination des actions engagées pour la meilleure valorisation du gaz naturel exporté ». Elle soutient ici explicitement le ministre de l'Énergie dans ses discussions avec El Paso et Gaz de France. Si la parité avec le prix du pétrole n'est pas évoquée, c'est pour éviter toute rupture avec les firmes acheteuses, à un moment où la parité n'est pratiquée nulle part. Il n'empêche que la rupture interviendra bientôt avec El Paso : l'Algérie risque ainsi de disposer d'une trop grande capacité de liquéfaction de gaz lors de la mise en production de GNL 2 à Arzew. Rappelons que les projets de construction de GNL 3 et d'extension de l'unité de Skikda ont été abandonnés suite au rejet du plan de valorisation des hydrocarbures (plan Valhyd) préparé sous le régime précédent. Le Comité central demande que soient lancées les études et les recherches concernant les énergies nucléaire, solaire, éolienne et géo-thermique.

La résolution relative à la santé ordonne le développement des infrastructures sanitaires, en particulier préventives, ainsi que la mise en place d'une véritable industrie pharmaceutique nationale.

Une résolution organique s'attache à définir les conditions d'application de l'article 120 des statuts du Parti. Celui-ci s'arroge le monopole de la vie politique puisque tous les candidats des assemblées populaires (y compris communales) ne seront plus seulement désignés par le Parti, mais devront y appartenir. De même, le critère d'adhésion au Parti devient obligatoire pour tout responsable des organisations de masse, y compris pour les secrétaires des sections syndicales des grandes unités économiques, sociales et culturelles.

La trop grande perméabilité des organisations de masse aux revendications sociales qui leur fut tant reprochée se trouve donc sanctionnée : celles-ci deviennent des organes d'encadrement vidés de toute potentialité et de toute représentativité. Ce sont les militants du PAGS et de sa mouvance qui en ont les premiers fait les frais, soit qu'ils n'aient accepté cette normalisation, soit que leur adhésion leur ait été refusée ou bien que leur demande d'adhésion soit restée sans réponse.

A l'opposé, le Président Bendjedid a encouragé la lutte contre la corruption à tous les niveaux et nombre de hauts fonctionnaires, de technocrates ou d'élus ont fait connaissance avec les tribunaux et les prisons. On cite couramment les noms de l'ancien directeur de l'OFLA ou de l'ancien PDG de la Sonacome. Des officiers supérieurs ont été sommés de choisir entre l'ANP et les affaires...

L'ensemble de ces mesures montre combien une page de l'histoire est tournée et en quoi l'après-Boumediène est commencé. La mort d'A. Boussouf le 31 décembre, fidèle compagnon du colonel Boumediène et étroitement lié aux services de la sécurité militaire jusqu'en 1979, apparaît comme une coïncidence.

Cependant, en éliminant du pouvoir M. Bencherif, puis A. Bouteflika, et enfin M.S. Yahiaoui (juillet 1981) qui représentent respectivement et dans des limites floues, les grands propriétaires fonciers, la droite libérale et l'intégrisme religieux, le Président Bendjedid restreint le champ du compromis qui l'a porté

au pouvoir. Lorsqu'il s'attaque d'une part aux élus des organisations de masse et d'autre part aux cadres corrompus, il diminue sérieusement sa base sociale et politique. Sur quelle force sociale s'appuiera-t-il pour mettre en œuvre les principes politiques énoncés ? Ne devra-t-il pas reconquérir une base sociale – et laquelle ? – pour vaincre ses opposants comme a dû le faire son prédécesseur ? Car rien ne nous autorise à dire que le fonctionnement du système politique a été modifié depuis 1979.

Jean-Pierre DURAND*

* Maître-assistant en sociologie à l'Université de Haute Normandie.